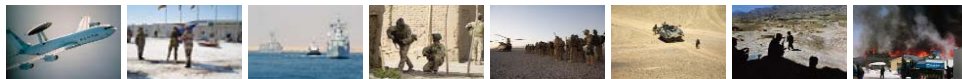




La lettre défense de l'IRIS
N°2 - Vendredi 16 septembre 2011

3P. *Polemos* *Pater* *Panton*



SOMMAIRE

- ACTUALITÉ DES FORCES ARMÉES p. 2
- AÉRONAUTIQUE & ESPACE p. 5
- NAVAL p. 7
+ La Chine annonce que le Shi-Lang, son premier porte-avions, a pris la mer
- TERRESTRE p. 9
- BUDGET p. 11
- FOCUS p. 12
+ Un moteur franco-russe pour le T-50 de Sukhoï
- DÉBAT STRATÉGIQUE p. 13
+ 9^{ème} Université d'été de la défense à Rennes : note d'ambiance
+ Suspension des accords militaires turco-israéliens : une crise contrôlée

3P. - Parution bi-mensuelle

Directeur de la publication et rédacteur en chef :
Philippe Migault
Mail : 3p@iris-france.org

IRIS - 2bis rue Mercœur, 75011 Paris - FRANCE
00.33.0(1).53.27.60.60

Abonnement/Info :
info3p@iris-france.org / Fax : 00.33.0(1).53.27.60.70

© 3P/IRIS

Conception et réalisation : Gwenaëlle Sauzet / IRIS

ÉDITO

Les images sont toujours aussi fortes. Le Boeing transperce la tour, flèche de métal en fusion. Les gens hurlent. Puis le World Trade Center s'effondre. Tempête de poussière. Course folle des passants terrifiés. Encore et encore, jusqu'à l'écoeurement...

Ne nous y trompons pas. L'hommage aux victimes est légitime. Mais le déferlement des images dont nous ont inondé les télévisions à l'occasion du dixième anniversaire du 11 septembre 2001, ces sonneries aux morts, ces drapeaux en berne, ces larmes, constituent un hommage posthume à Ben Laden, inventeur du terrorisme à grand spectacle. Par-delà la mort, il l'emporte encore. En frappant dans son antre l'hyperpuissance américaine, il voulait soulever les foules arabes. En choquant les opinions publiques occidentales, il voulait entraîner les « impies » dans un combat qu'ils ne pouvaient emporter. Pour cela, il avait besoin de complices : les médias adverses. Il savait que ces derniers, hypnotisés par la portée symbolique, la puissance télégénique des attentats, relaieraient massivement cette démonstration de sa capacité de nuisance. Son plan a fonctionné.

Certes, le choc des civilisations qu'il espérait n'a pas eu lieu. Certes l'Occident n'a pas perdu la guerre contre les terroristes. Mais il a bel et bien perdu la bataille de l'image et du débat d'idées. De l'image car jamais les « USA ! USA ! » saluant la mort de Ben Laden n'effaceront Manhattan en flammes.

Du débat d'idées parce qu'en faisant du terrorisme et du fondamentalisme musulmans la problématique centrale du paradigme international, nous avons donné à une poignée d'illuminés un éclairage dont ils n'auraient jamais rêvé.

Derrière les États-Unis nous avons foncé droit dans le piège. Nous sommes empêtrés en Afghanistan dans une guerre qui, Al-Qaïda détruite, aurait dû s'achever depuis longtemps. On ne gagne pas contre le terrorisme avec des canons et des avions. Renseignement, arrestations préventives, frappes ou raids ciblés sont la meilleure réponse.

Il faut maintenant en finir. Quittons l'Afghanistan sans honte : les troupes françaises ont admirablement combattu. Elles ne sont pas vaincues. Armons les héritiers de Massoud, mais ne négocions pas avec les Talibans. On ne discute pas avec les fanatiques. Il n'y a pas plus de Talibans modérés qu'il n'y avait de sympathiques Khmers rouges... Donner un statut d'interlocuteur à des hommes qui lapident leurs femmes, c'est encore donner raison à Ben Laden.

● Philippe Migault, Rédacteur en chef de 3P



Manœuvres de l'armée de l'air iranienne

Les avions de la République Islamique ont entamé le 6 septembre dernier des manœuvres de grande ampleur qui doivent théoriquement prendre fin ce vendredi. Les exercices se concentrent dans le Nord-Ouest du pays, mais impliquent toutes les bases aériennes du territoire iranien. Selon des sources iraniennes, des munitions et des matériaux militaires ont été testés lors de ces manœuvres qui ont également été l'occasion d'un Kriegspiel

comportant de nouveaux modes d'action tactiques. Des avions « Saïga » - la deuxième génération des «Azarkhsh» de fabrication iranienne ont pris part à l'évènement, aux côtés des F-4, F-5, Sukhoï-24, Mig-29 et des avions de transports C-130 « Hercules » de l'armée de l'air iranienne. Des drones furtifs de fabrication locale, théoriquement capables de frappes, auraient par ailleurs fait l'objet d'essais. ■

Le Conseil de Coopération du Golfe envisage la mise en place d'un Etat-major commun

Hamad Mohamed Thani Al-Roumaithi, chef d'état-major des forces armées émiraties, a déclaré que la création d'un commandement militaire commun pour les forces armées des pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) est d'une importance stratégique à

moyen et long termes : « *Cela va matérialiser le concept de sécurité collective et accentuer les capacités défensives pour faire face aux menaces, avec des réactions rapides et équilibrées* ».

Ces déclarations ont été faites lors de sa présidence du haut comité militaire

consultatif des chefs d'état-major des pays du CCG à Abou Dhabi le 7 septembre. Le CCG réunit l'Arabie Saoudite, le Koweït, le Qatar, Bahreïn, les Emirats Arabes Unis et le Sultanat d'Oman. La Jordanie et le Maroc font acte de candidature. ■

Exercice conjoint entre l'Afghanistan, le Pakistan et la Turquie

Pour la première fois, les forces armées des trois États ont mené des manœuvres ensemble en Turquie dans la région de Tuzla. Les simulations se sont essentiellement concentrées sur les modes d'action antiterroristes en milieu urbain avec des exercices de manipulation et neutra-

lisation de bombes artisanales. Des équipes de snipers et de lutte anti-char ont également participé aux manœuvres qui visent selon le communiqué des trois participants à améliorer la coordination et le partage des différentes compétences des trois armées. ■

Israël se prépare aux conséquences de la demande de reconnaissance palestinienne du 20 septembre

Le brigadier-général Michael Edelstein, artisan de la nouvelle approche israélienne face aux manifestants palestiniens, a déclaré que les forces de défense israéliennes se montreraient plus « tolérantes » face aux manifestations qui risquent de se produire si l'Assemblée générale des

Nations unies reconnaissait un Etat palestinien. Lors de ces déclarations, en date du 6 septembre, Edelstein a annoncé que Tsahal disposait d'un nouvel équipement non léthal qui permettra de diminuer le nombre de blessés lors des opérations de maintien de l'ordre. ■



Tsahal a entamé des exercices sur le site de Dimona

Le commandement du « Front Intérieur » israélien a mené le 6 septembre un exercice sur le site nucléaire de Dimona. Ces manœuvres, placées sous la tutelle de la Commission Israélienne pour l'Énergie Atomique, sont axées sur l'éventualité d'une attaque aux missiles entraînant une catastrophe nucléaire.

Selon le bureau du porte-parole de l'armée israélienne,

l'exercice, dénommé « Fernando » a impliqué un grand nombre d'unités. Ses conclusions seront en partie classifiées. Plusieurs études et rapports publiés en Israël écartent toutefois l'éventualité d'une telle attaque sur Dimona, même dans le cadre d'un conflit régional, puisqu'une catastrophe nucléaire affecterait tous les pays de la région. ■

Chili-États-Unis : un accord qui fait polémique

Le sous-secrétaire d'Etat à la Défense chilien a signé le 2 septembre un accord de coopération avec le Commandement Sud des États-Unis. Cet accord permettrait en cas d'urgence (tremblement de terre ou situation que ne pourrait pas gérer l'armée chilienne) le déploiement de soldats américains sur le territoire chilien sur demande du gouvernement.

Cet accord est plutôt mal vu par l'opposition et l'opinion publique chilienne car le Commandement Sud a dans le

passé été associé aux ingérences étasuniennes sur le continent sud-américain. Le Commandement Sud est en charge de l'ancienne École des Amériques (rebaptisée Institut de l'Hémisphère Occidental pour une Coopération de Sécurité) où ont été formés dans les années 1970 les militaires putschistes qui furent à l'origine des nombreux coups d'Etat et violations des droits de l'Homme jusqu'à la fin des années 80 à travers l'Opération Condor, qui coordonnait la lutte antiterroriste sur tout le continent.

Alors que l'Argentine, l'Uruguay et le Venezuela ont cessé d'envoyer des officiers à l'IHOCS, le Chili a lui continué, entretenant un malaise dans la population. Malgré la présidence de Michelle Bachelet, la méfiance et le ressentiment perdurent entre l'armée et la population qui vit dans le souvenir de la répression. Cet accord a été condamné par de nombreuses associations de victimes et de défense des droits de l'Homme. ■

L'Amérique latine en ordre serré

Le premier exercice conjoint de maintien de la paix de l'Union des Nations Sud-Américaines (UNASUR) a débuté le 7 septembre dans la région de Buenos Aires en Argentine. C'est le premier du genre mené par le Conseil de Défense Sud-Américain (CDS). Y participent les armées d'Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Equateur, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela.

Le but de l'exercice UNASUR 1 est de promouvoir des normes d'interopérabilité interarmées dans la planification

et la conduite d'opération de maintien de la paix. Parallèlement, le conseil de Défense d'UNASUR se réunit à Caracas, pour son second séminaire. Le but est de mettre au point des mécanismes communs pour identifier les risques et les menaces qui se posent pour l'Amérique latine. Cette intégration régionale des outils militaires en est à ses débuts et parvient à se mettre en place malgré des divergences politiques évidentes entre les différents gouvernements. ■



Russes et Nord-Coréens mèneront des manœuvres conjointes l'an prochain

Consécutivement aux discussions ayant eu lieu fin août en Russie entre Dmitry Medvedev et son homologue nord-coréen, Kim Jong Il, Moscou et Pyongyang ont annoncé mardi dernier qu'ils conduiront pour la première fois des exercices militaires conjoints en 2012. Il s'agira

d'entraînements au sauvetage et à la récupération de personnels en mer. Cette décision a été prise lors d'une visite en Corée du Nord du commandant du district militaire oriental de la fédération russe, le général Igor Muginov. ■

Les deux Corée demeurent sur leurs gardes

La Corée du Nord aurait développé sa capacité de brouillage des communications grâce à l'achat de dispositifs d'origine russe. Déployée sur la frontière entre les deux Corée, une vingtaine d'engins dotés d'une portée de 100 km pourrait perturber le système GPS et donc empêcher des bombardements de précision. Lors des exercices annuels américano-coréens en mars dernier, un avion de reconnaissance de l'US Air Force aurait

été forcé d'atterrir en urgence suite à une perturbation de son GPS due à l'action d'un système de brouillage nord-coréen. Ces attaques électroniques ont également perturbé les systèmes des navires sud-coréens ainsi que des dispositifs civils.

Le régime communiste chercherait également à se doter de bombes à impulsion électromagnétiques (EMP).

Pour sa part, Séoul a signé un accord

avec Israël pour l'achat de missiles Spike NLOS. Ces engins seront déployés notamment sur des îles récemment bombardées par les forces de Pyongyang. Mis au point par Rafael Defense Advanced System, ces missiles seront guidés par GPS et pourront cibler l'artillerie dissimulée dans la végétation. D'un coût unitaire de 300 000 dollars, le Spike NLOS a une portée de 25 kilomètres. ■

Armée de l'air indienne : Jane's dresse un bilan sans concessions

Le Jane's Defence Weekly s'est intéressé le 7 septembre aux pertes d'avions de combat dans l'Indian Air Force. Mille d'entre eux ont été perdus dans des accidents depuis 1970, dont la moitié des 900 Mig-21 (achetés à partir de 1973) et un tiers des 160 Jaguar (entrés en service en 1979).

Il y a pourtant des progrès : trente avions perdus par an en 1980, vingt-trois en 1990, dix-huit en 2000, dix en

2010... Mais ce taux d'attrition demeure élevé. L'une des causes avancées est l'absence d'avion de transition entre les avions d'entraînement de base (Deepak et Kiran) et les avions de combat. Cette absence sera progressivement comblée par l'arrivée de Hawk (106 commandés) et de Sitara (fabrication locale, 200 prévus).

L'Armée de l'air indienne compte actuellement environ 700 avions de combat. ■



Le F-22 « *Raptor* » attend son permis de vol

Cette semaine, les officiers de l'US Air Force doivent décider s'ils mettront fin ou non à l'arrêt des entraînements sur les F-22 « *Raptor* ». Depuis quatre mois, les techniciens cherchent à identifier la cause du dysfonctionnement du système d'oxygène à bord. Plusieurs pilotes

ont souffert de malaise suite à des vols. Une reprise des missions pourrait être envisagée en dessous de 40 000 pieds. Ce problème avait causé le crash d'un jet et la mort de son pilote en novembre 2010. ■

Nouveau contrat spatial pour Boeing

La firme de Chicago vient de décrocher un contrat de 1,1 milliard de dollars pour le lancement d'un nouveau satellite (+1 en option) pour compléter la constellation dédiée à la communication militaire *Wideband Global SATCOM*.

Boeing est déjà en charge de la construction des sept premiers satellites de ce système de communication à haut débit. ■

MIG entretiendra les MIG-29 bulgares

L'avionneur russe, en grande difficulté, vient de se voir notifier un contrat portant sur la maintenance des avions de combat MIG-29 de l'armée bulgare. Cet accord a été conclu avec le vice-ministre bulgare

de la Défense, Valentin Radev, le 3 septembre, dans le cadre du festival aérien de Plovdiv. MIG effectuera ses opérations d'entretien durant deux ans au sein de l'usine de Plovdiv. Les forces aériennes bulgares disposent

de seize avions MIG-29, appareils de combat et d'entraînement confondus. Le contrat est d'un montant de 800.000 dollars. ■

Le Chili réceptionne ses premiers F-16 MLU

L'aviation chilienne vient de recevoir une livraison de cinq F-16 MLU (Mid-Life Upgrade) modernisés, vendus par les Pays-Bas dans le cadre du contrat Peace-Amstell 2. Ils ont atterri sur la base d'Antofagasta le 1^{er} septembre. Au total, ce sont dix-huit F-16AM Block 20 Tape 4 modernisés par Fokker qui

seront livrés au Chili d'ici à l'été 2012 pour un contrat estimé à 270 millions de dollars.

Ces appareils proviennent des surplus des avions modernisés au standard OTAN pour l'Aviation Royale des Pays Bas en 2006-2007. Ils remplaceront

les Mirage V Elkan chiliens. Cette acquisition fait partie d'un plan de modernisation globale permettant l'utilisation de missiles AMRAAM. Une nouvelle commande de dix-huit F-16 est en cours d'étude. ■



Le Brésil produira ses hélicoptères EC725 à partir de 2020

Lors d'une table ronde autour du Livre blanc de la Défense, le PDG de la filiale Eurocopter au Brésil a annoncé qu'en 2020 les EC725 (Super Cougar modernisé) seront entièrement

produits et assemblés sur place. L'usine du groupe dans le Minas Gerais devrait livrer d'ici à dix ans une cinquantaine d'appareils aux trois composantes de l'armée brésilienne. ■

WZL modernisera les MIG-29 polonais

Varsovie a signé un contrat de 44,5 millions de dollars avec l'entreprise nationale pour le rétrofit de treize avions de combats et de trois appareils d'entraînement. Cette rénovation portera sur l'avionique et sur le système de commu-

nication et d'emport d'armement. Elle permettra une uniformisation avec le reste de la flotte polonaise composée de F-16. Le matériel sera fourni par une entreprise américaine dont l'identité n'a pas encore été divulguée. ■

La Turquie veut limiter ses achats aux États-Unis

Ankara souhaiterait développer un partenariat avec l'entreprise sud-coréenne KAI et le Suédois Saab pour développer un nouvel avion de chasse dans les dix ans à venir. Malgré sa participation au programme du F-35, la Turquie souhaiterait se défaire de sa

dépendance par rapport aux États-Unis sur le plan aéronautique. Sa flotte actuelle est composée de F-16 modernisés. Turkish Aerospace Industries (TAI) devrait rendre publiques les spécifications de son projet avant la fin de l'année 2012. Les premières discussions

avec KAI avaient échoué en raison d'une offre de participation jugée trop faible par les autorités turques (20% seulement). Parallèlement, la proposition des Européens faite à la Turquie d'entrer dans le programme Eurofighter est toujours d'actualité. ■

Royaume-Uni : les drones Thalès battent des records

Les drones de surveillance Hermes 450 fabriqués par Thales ont battu de nouveaux records d'autonomie alors qu'ils doivent être déployés avant la fin de l'année sur le théâtre afghan par l'armée britannique. En 2005, le gouvernement et Thalès avaient signé un contrat d'un milliard d'euros portant sur l'acquisition de cinquante-quatre

drones Hermes 450 et treize stations de contrôle dans le cadre du programme *Watchkeeper* qui doit permettre à l'armée de posséder ses propres moyens de renseignements. Le Hermes 450 qui dispose d'une autonomie de seize heures est apte aux missions tous-temps. ■



Taiwan ne baisse pas la garde...

Deux sénateurs ont soumis mardi dernier une proposition bipartisansane à la Maison Blanche pour la vente de soixante-six F-16 C/D à Taiwan.

Il s'agit, d'une part, de renforcer les capacités de défense de Taipei face à la menace chinoise, dans le prolongement du Taiwan Relation Act promulgué en 1979, et d'autre part de garantir la pérennité de 750 emplois sur les lignes de production du F-16.

Taiwan avait introduit cette demande en 2007 pour obtenir une version modernisée de l'avion. Face à la réaction de Pékin, aucune décision définitive n'avait été prise à Washington. En 2010, l'administration Obama avait promis à Taipei de fournir sur plusieurs années près de 6,4 milliards de dollars d'équipement de Défense. Ceux-ci devaient comprendre des missiles Patriots, des hélicoptères Black Hawk et des équipements pour les F-16 A/B mais pas de sous-marins ni de nouveaux avions de chasse. La décision de Washington est différée depuis plusieurs années et la proximité des élections présidentielles ne va pas hâter l'administration Obama à trancher. La Chine, de son côté, évoque une violation du 3^{ème} communiqué commun de Shanghai, datant de 1982, dans lequel les États-Unis s'étaient engagés à diminuer leur fourniture d'armement à Taipei.

Face à cette difficulté d'obtenir des équipements auprès

de son allié, Taiwan s'est lancé dans le développement de programmes d'armement nationaux. Le principal centre de recherche est le Chungshan Institute of Science and Technology et l'entreprise d'Etat Aerospace Industrial Development Corp. (AIDC), qui développe les applications industrielles. Les programmes actuellement en cours de développement portent sur un drone antiradar, des armements à impulsion électromagnétique, un drone longue endurance (MALE), une bombe au graphite, un navire furtif et un missile guidé de précision à moyenne portée, le Wan Chien (« 10 000 épées »), dont Taiwan a annoncé le 6 septembre qu'il entrerait en production en 2014. Développé pour faire face à la possibilité d'une invasion, il peut pénétrer dans le territoire et frapper des ports, des bases de missiles ou de radars, et des aires de regroupement de troupes ou des pistes d'aérodromes grâce à une charge à sous-munitions. Sa longue portée permet d'être lancée par des avions depuis l'île sans affronter la défense anti-aérienne chinoise.

Plusieurs nouveaux systèmes d'armes sont récemment entrés en service comme le C4 (Command, Control, Communications and Computer) IDF II, le missile antinavire supersonique Hsiung Feng 3 et le missile mer-air Tien Kung. Le développement d'une industrie de Défense nationale fait suite à de nombreux refus des États-Unis de fourniture comme le système de bombe Joint direct Attack Munition ou le missile antiradar supersonique AGM-88. ■

Contrat Mistral : les opérations se déroulent bien

Signe d'une coopération bien engagée entre Paris et Moscou, le ministre russe de la Défense Anatoli Serdioukov a annoncé le 7 septembre que le contrat portant sur la construction de deux autres bâtiments de projection et de commandement (BPC) de la classe Mistral serait signé d'ici fin 2011. Ces deux navires, qui porteront à quatre le

nombre de BPC de la marine russe, seront construits en Russie. Les deux premiers bateaux sont produits par le chantier naval STX de Saint-Nazaire. Un contrat d'un montant total approchant les 1,2 milliards d'euros.

Les hélicoptères Kamov KA-52K, qui équiperont les navires français, en

sont encore au stade du développement : les prototypes seront construits l'année prochaine, a annoncé Iouri Denissenko, PDG du groupe aéronautique Progress en charge du programme. La production en série devrait commencer en 2014. ■



L'armée péruvienne acquiert de nouveaux Humvees

Lima va acquérir une cinquantaine de nouveaux véhicules M-1151/M-1152 et M-1097A2 pour les régiments d'artillerie et la cavalerie dans le cadre d'un plan de modernisation. Les forces armées péruviennes, déjà dotées d'une

trentaine d'Humvees de types divers pourraient aussi acheter des M1167 afin de les doter de missiles antichars. Le montant du contrat n'a pas été communiqué. ■

Le Brésil lance le programme Astros 2020

La présidente brésilienne Dilma Rousseff a autorisé la première tranche de financement du système de missile Astros 2020. Ce programme, estimé à 700 millions de dollars doit permettre la modernisation des systèmes Astros I et II, fabriqués par l'entreprise Avibras. Le but est de développer un missile de croisière guidé par GPS d'une portée de 300 km. Les Astros I et

II ont été utilisés pendant la guerre Iran-Irak et équipent les armées de Malaisie et d'Arabie Saoudite. Ce programme s'étend jusqu'en 2016 et porte sur l'acquisition de quarante-neuf véhicules (18 lanceurs, 18 transports de munitions, 3 unités de manutention, 3 stations de commandement, 3 stations météo et 3 stations de contrôle de tir). ■

La Russie très présente en Amérique latine

Suite au contrat passé avec Moscou en 2006, le Venezuela va construire à Maracay (État d'Aragua) une usine de production de fusils d'assaut AK-103 (7,62x39). Cette usine commencera sa production en 2012. La licence a coûté 10 millions de dollars au Venezuela. En 2005, le pays avait déjà acquis 100 000 armes identiques pour équiper

ses forces armées et les milices populaires. La construction de cette usine a plusieurs années de retard et devrait produire à terme 50 000 armes par an.

Parallèlement, la Russie va développer une coopération militaire avec le Nicaragua sur trois ans pour une valeur de 26,5 millions dollars. Cette aide permettra de moderniser les

unités de sauvetage et de Génie et de créer deux hôpitaux de campagne. Cette modernisation concernera aussi vraisemblablement du matériel de défense anti-aérienne. Le président Daniel Ortega a rappelé sa volonté d'acquérir des avions russes. L'acquisition du Yak-130 serait également à l'étude. ■

Inde : L'Agni II devrait être testé d'ici fin septembre

Le commandement des forces stratégiques indiennes a annoncé un prochain essai de son missile balistique à longue portée. L'Agni II, déjà en service dans l'armée indienne est capable d'accueillir une charge nucléaire.

D'une portée de 3000 km, ce missile est destiné à la dissuasion contre les menaces pakistanaise et chinoise. Il est développé par Bharat Dynamics. ■



TERRESTRE

BAe Systems teste un blindé invisible

Le groupe britannique, sans doute inspiré par la dernière Aston-Martin de James Bond, teste un revêtement censé dissimuler les blindés. Il s'agit d'un matériau adaptatif composé de « pixels » hexagonaux qui peuvent changer de température très rapidement pour « copier » l'environnement.

Des caméras embarquées prennent le marquage infrarouge extérieur et le « projettent » sur le véhicule. Le revêtement peut aussi produire un marquage spécifique pour apparaître comme un autre véhicule ou éviter les tirs amis. Les autres ondes du spectre électromagnétique viendront

compléter le dispositif pour « fondre » le véhicule dans son environnement. Le but n'est pas une invisibilité visuelle proche mais plutôt une furtivité totale. La mise au point devrait prendre encore plusieurs années... ■

Blindés européens : vieillissants, inadaptés...

Une étude menée par Frost & Sullivan (*European Military Land Vehicles Market Assessments*) s'est intéressée à l'état du marché européen des véhicules blindés. La première constatation est que le parc est vieillissant et inadapté pour les conflits asymétriques et les combats urbains. Le nécessaire renouvellement fait face à deux impératifs contradictoires : un besoin rapide et des budgets en baisse. Ce marché a représenté 4,52 milliards de dollars en 2010 mais devrait difficilement atteindre 2 milliards en 2018. Aujourd'hui, le besoin opérationnel urgent (*Urgent Operational Requirement UOR*) stimule le marché. L'Espagne a décidé l'achat de quatre-vingt seize véhicules résistants aux IED (*Improvise Explosive Device*) pour

la protection de ses troupes déployées en Afghanistan et au Liban. Lorsque les conflits actuels auront cessé, une nouvelle phase débutera avec une planification et une modernisation en particulier vers les véhicules terrestres sans pilote. L'équipement ne se fera alors plus en quantité, mais l'innovation sera l'atout comparatif. Les marchés émergents pourront être un débouché possible pour les entreprises productrices. Celles-ci après avoir profité de l'UOR devront néanmoins se réorienter vers des programmes planifiés à plus long terme pour assurer leur croissance dans des marchés comme la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni ou la Turquie. ■

Minsk veut des S-400

Le Belarus pourrait moderniser son dispositif de défense anti-aérienne dans les années qui viennent. Le général Sergueï Lemechevskiy, commandant en chef des forces aériennes et de la défense aérienne, a annoncé le 10 septembre que son pays envisageait l'acquisition de missiles sol-air S-400 dans le cadre de l'accord sur la création d'un

système régional de défense aérienne russo-biélorusse. Produits par Almaz-antey, leader mondial du segment, les S-400 sont encore en développement. A terme ils seront capables d'intercepter avions, drones mais aussi missiles balistiques dans une zone de 400 kilomètres de rayon et jusqu'à une altitude de 30 kilomètres. ■



Lutte anti-terroriste : le budget de défense algérien devrait progresser dans les prochaines années

Un comité réunissant des membres des ministères algériens de la Défense et de l'Intérieur a recommandé l'augmentation des budgets des deux administrations pour faire face aux nouvelles exigences en matière de défense et de sécurité.

Selon le journal « *Al-Khabar* » les budgets des deux ministères

vont augmenter tous les ans dans le cadre d'un programme de modernisation de l'armée et de recrutement au sein de la police et de la gendarmerie. Ces mesures sont destinées à stopper la détérioration de la sécurité dans certaines zones urbaines, mais aussi à renforcer le dispositif de sécurité aux frontières Sud et Est. ■

Allemagne : légère progression du budget de la défense en 2012

Le budget de la défense présenté aux députés est en augmentation de 133 millions d'euros par rapport au budget 2011. Il atteint 31,7 milliards pour un budget fédéral global de 306 milliards. Les frais de personnel devraient être de 10,7 milliards soit en baisse de 1,7 milliard par rapport à

cette année. 200 millions d'euros sont prévus pour le recrutement, suite à la suppression de la conscription. Les opérations extérieures représentent 1,08 milliards soit une hausse de 30%. La renégociation de contrats est envisagée. Le budget doit être adopté en décembre. ■





Un moteur franco-russe pour le T-50 de Sukhoï ?

Le dernier salon MAKS 2011 a été l'occasion pour l'aéronautique russe de faire une démonstration de sa montée en puissance.

Il reste beaucoup à faire sur le segment de l'aviation commerciale avant de renouer avec la belle époque soviétique, lorsque les Tupolev et Ilyouchine trustaient le quart du marché mondial des avions de ligne.

En revanche, l'excellence technique russe est de nouveau manifeste du point de vue de l'aviation de combat. Il n'est pas un observateur européen présent sur le salon qui n'ait été séduit par la démonstration en vol des deux prototypes du T-50⁽¹⁾, l'avion de combat de cinquième génération développé par Sukhoï. Bien entendu, un vol a dû être annulé en raison d'un incident moteur, aussitôt monté en épingle par ceux qui doutent des capacités russes à réaliser un appareil de la gamme du F-22 « Raptor » américain. Mais n'oublions pas que, pour l'heure, l'ensemble des F-22 de l'US Air Force sont cloués au sol en raison de plusieurs accidents, dont l'un a coûté la vie à son pilote. Contrariant pour un avion à 339 millions de dollars l'unité... De surcroît le T-50, qui en est encore aux essais dix-huit mois après son vol inaugural de janvier 2010, n'a pas fait usage de sa poussée vectorielle sur le salon, restreignant ainsi considérablement un domaine de vol qui devrait être plus vaste encore que ceux de ses prédécesseurs Sukhoï-30 et 35.

Plateforme prometteuse du point de vue de l'aérodynamique, son design en partie avant lui assurant notamment une furtivité digne du « Raptor » selon les ingénieurs et les militaires français, le T-50 sera doté à terme d'une antenne AESA Tikhomirov lui autorisant une capacité de détection en bande X de 350 à 400 kilomètres. Apte au vol en supercrosière⁽²⁾, il a tous les ingrédients définissant un avion dit « de cinquième génération » à quelques exceptions près. La furtivité en partie arrière en premier lieu. Avec ses deux fuseaux moteurs et ses deux réacteurs dépassant le fuselage, il ne peut être furtif dans le spectre infrarouge.

Ensuite la motorisation en elle-même. Volant pour l'heure avec des moteurs 117S développés par NPO Saturn, le T-50 n'a pas encore de réacteurs conjuguant endurance et capacité à la supercrosière prolongée. A terme –horizon 2020–, il devrait être propulsé par deux engins développant 18 tonnes de poussée chacun, contre 15 tonnes au 117S. Mais ces moteurs, qui devront être aussi fiables que puissants, sont difficiles à mettre au point alors que les motoristes russes sont en grande difficulté.

C'est à ce stade que la France pourrait intervenir pour apporter son expertise technique et gagner un nouveau marché.

Très présente sur le Salon, l'aéronautique française coopère déjà avec son homologue russe en matière d'avions de combat⁽³⁾. Safran a profité de l'évènement moscovite pour signer avec le russe Rostekhnologii un accord créant une joint-venture, RS Alliance⁽⁴⁾ spécialisée dans la réalisation de centrales inertielles de cinquième génération LINS-100RS qui, vraisemblablement, équiperont le T-50.

Et le groupe est prêt à aller plus loin. Il coopère déjà avec le russe NPO Saturn via sa familiale Snecma dans le cadre d'une autre joint-venture, Powerjet. Les deux sociétés produisent conjointement le moteur SaM-146 qui équipe l'avion de transport régional russe, le SSJ-100 construit par Sukhoï. Or Saturn, constructeur des 117S, est présent pour être le constructeur des réacteurs définitifs du T-50. Il serait logique de prolonger sur le segment de la défense le partenariat engagé dans le civil entre Sukhoï, Saturn et Snecma : Snecma apporterait sa maîtrise de la conduite des programmes et sa capacité à produire des moteurs endurants. NPO Saturn apporterait son expérience des réacteurs de forte puissance (le futur réacteur du T-50 sera deux fois plus puissant que le M-88 Snecma équipant le Rafale). Une stratégie gagnant-gagnant qui séduit toutes les parties. Des conversations dans ce sens sont déjà engagées entre Safran et ses interlocuteurs russes. ■

(1) Egalement dénommé PAK-FA

(2) C'est-à-dire à la capacité à voler en vitesse supersonique sans utiliser la postcombustion du réacteur.

(3) Thales et Sagem DS fournissent de nombreux équipements d'optronique et d'avionique sur les versions export des avions de combat russe.

(4) Pour Ramenskoïe-Sagem DS Alliance.



9^{ème} Université d'été de la défense à Rennes : note d'ambiance

L'Université d'été de la défense est l'occasion chaque année de rencontrer tous les représentants de la communauté stratégique française, parlementaires, hauts fonctionnaires, industriels, chercheurs et journalistes, ainsi que quelques parlementaires et hauts fonctionnaires internationaux. Plus de deux cent personnes se retrouvent pour échanger lors de cet évènement dont la 9^{ème} édition avait lieu cette année à Rennes.

Rencontre informelle, elle n'en donne pas moins un aperçu extrêmement enrichissant de l'évolution de notre politique de défense, de la politique européenne de sécurité et de défense et de nos partenariats avec nos alliés européens. L'IRIS, qui a pris part aux débats, dégage de ces derniers les enseignements suivants.

La politique européenne de sécurité et de défense (PeSCD) n'est pas morte, mais elle est gravement malade

Si la PeSCD est étranglée par le haut, du fait de l'inaction de la Haute représentante pour l'Union pour les Affaires étrangères et la politique de Sécurité, elle est aussi étouffée par le bas, par des Etats qui n'ont plus foi en elle. Le découplage entre la politique de défense et la politique d'armement n'arrange pas la situation. Dans ce cadre, les traités franco-britanniques signés au mois de novembre 2010 ont été perçus par nos partenaires européens comme une volonté de coopération exclusive entre la France et le Royaume-Uni, une tentative de les tenir à l'écart. En conséquence, le message adressé par les officiels français lors de cette université d'été tendait systématiquement à corriger le tir par rapport à cette interprétation dans deux directions :

- la coopération franco-britannique n'est pas fermée à d'autres partenaires.
- la coopération franco-britannique n'est pas exclusive de coopérations avec d'autres partenaires. Les Allemands et les Italiens ont été cités comme étant « ces autres partenaires ».

Dans le premier cas de figure, l'ouverture de la coopération

est toutefois soumise implicitement à une condition : que les nouveaux entrants appliquent les règles de gouvernance des partenariats engagés dans le cadre franco-britannique. C'est ce que certains intervenants appellent la coopération « *du petit train* » où les wagons s'accrochent les uns après les autres et non simultanément.

Le second cas de figure pose le problème de la présentation « *façon club* » de cette méthode de collaboration.

Dans un club il y a toujours ceux qui sont dans le club et ceux qui en sont exclus. Les parlementaires de pays d'Europe centrale interrogés, présents à cette université, ne pouvaient qu'être déçus par ce message. Ils ont réagi en considérant que pour eux ce choix est maintenant clair : soit le format UE 27, soit... les Etats-Unis. Le travail de synthèse entre la nécessité de conserver un cadre européen pour l'Europe de la défense et l'Europe de l'armement avec la mise en place de coopérations dotées de règles de gouvernance efficaces, qui exclut donc d'emblée le cadre UE 27, reste donc à faire.

Mais ce débat n'est pas nouveau, ceux qui ont connu les balbutiements de l'Europe de l'armement se souviennent de l'échec à mettre en place l'Agence européenne de l'armement prévu dans le traité de Maastricht, échec qui avait débouché sur la mise en commun des bureaux de programme français et allemand puis sur la constitution de l'OCCAR.

On retiendra également que les partisans de la politique du « petit train » pointent du doigt implicitement les dysfonctionnements du programme A400M, qui comprend sept pays. On peut contester ce rapport de cause à effet car il est parfaitement démontrable que l'échec des coopérations multilatérales n'est pas une fatalité si un certain nombre de conditions sont imposées avant de lancer un programme.

L'absence de conflits d'intérêts entre industriels, une politique de coopération étendue à la *supply chain*, un partenariat Etat/entreprise sur la définition et le coût du programme, l'existence d'amortisseurs budgétaires venant pallier la défaillance de certains Etats, un organisme européen d'audit indépendant des Etats et des entreprises pour apprécier le rapport coût/qualité/faisabilité d'un programme





DÉBAT STRATÉGIQUE

Suite de l'article :

9^{ème} Université d'été de la défense à Rennes : note d'ambiance

seraient autant de critères permettant d'éviter les dérives du programme en question.

A l'aune de ces conditions, on peut en revanche affirmer qu'une coopération rassemblant peu d'Etats est effectivement plus facile à réaliser même si le résultat potentiel est moins ambitieux tant en terme de taille du marché, de coût du matériel ou d'espérance en termes de restructuration industrielle.

A ce niveau, la politique de partenariat engagée avec les Britanniques sur les drones devra être jugée sur le résultat final : aura-t-on un seul drone européen, sorte de solution idéale, deux drones européens qui se feront concurrence, ce qui ne semble pas souhaitable étant donné la dimension réduite du marché des drones stratégiques MALE, ou un drone franco-britannique et un drone américain qui partageraient le marché européen, solution qui n'est pas optimale non plus ?

L'autre symptôme de la maladie de l'Europe de l'armement est la tendance des Etats à agir inconsciemment en ordre dispersé alors qu'ils devraient accentuer leur coopération en période de crise économique. Les propos tenus par le Secrétaire d'Etat au ministère fédéral allemand de la Défense, Stéphane Beemelmans, pour sibyllins qu'ils aient été, étaient d'une remarquable clairvoyance. Selon lui les Etats répugnent à dévoiler leurs objectifs et leurs intérêts quand ils veulent coopérer ce qui handicape tout projet de coopération. On pourrait ajouter que parfois les Etats ne souhaitent tout simplement pas coopérer. Les objectifs de soutien des industries nationales, tant sous l'angle des technologies maîtrisées que de la défense des emplois, jouent notamment un rôle négatif alors même qu'il faudrait accélérer la mutualisation et l'intégration européenne des capacités industrielles.

Un nouveau Livre blanc sur la Défense

L'Université a également été l'occasion d'annoncer la révision du Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale, à la demande du Président de la République. L'exercice, qui doit se dérouler sur le deuxième trimestre 2011 et qui sera piloté par le SGDSN, ne porte que l'analyse de la si-

tuation stratégique. La révision du Livre blanc en elle-même n'aura lieu qu'après l'élection du nouveau Président de la République. Cette analyse stratégique sera donc un apport au nouveau Livre blanc en avance de phase qui sera fournie au pouvoir exécutif et au pouvoir législatif élu en mai et juin 2012 et ce quelle que soit la couleur politique du nouveau Président et de l'Assemblée nationale.

Cette manière de procéder pose deux problèmes.

La première parce qu'elle laisse penser qu'une analyse stratégique est neutre et consensuelle, qu'elle s'impose naturellement au pouvoir politique quel qu'il soit.

Or les experts stratégiques ne sont pas toujours d'accord entre eux sans que le point de vue des uns et des autres soit critiquable sur un plan scientifique. On voit mal pourquoi il en irait différemment des autorités politiques. L'analyse stratégique du Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale de 2008 n'a pas fait l'unanimité. Certains facteurs de menaces ont paru surévalués par rapport à d'autres et les deux surprises stratégiques enregistrées depuis 2008, la crise économique et le printemps arabe, sont autant de preuves que certains signaux ont été sous-estimés dans la rédaction du dernier Livre blanc.

Mais peut-être faudrait-il pousser plus loin l'analyse et offrir aux nouvelles autorités politiques des analyses différenciées, comprenant diverses options et différents scénarios d'évolution, quitte à ne pas rendre public un tel document. Sinon le risque est de produire une analyse stratégique qui soit politiquement correcte, de suivre l'air du temps ce qui conduit d'ailleurs les différents documents stratégiques nationaux ou émanant d'organisations telles que l'OTAN et l'UE à se copier les uns les autres dans des raisonnements itératifs qui par nature ne peuvent qu'exclure la surprise stratégique. ■

*Jean-Pierre Maulny,
Directeur adjoint de l'IRIS*



Suspension des accords militaires turco-israéliens : une crise contrôlée

Les tensions entre Ankara et Tel-Aviv connaissent une nouvelle escalade suite à la publication du rapport de l'ONU sur l'affaire de la flottille, estimant que l'armée israélienne a eu recours à une force « excessive et déraisonnable » mais affirmant la légalité du blocus naval sur Gaza.

Devant le refus israélien de « présenter ses excuses », la Turquie a fait rappeler l'ambassadeur israélien et lancé une procédure contestant le blocus de Gaza devant la Cour Internationale de Justice. Elle a suspendu les accords militaires de 1996, prévoyant un programme de formation militaire commun et des échanges de haute technologie militaire. Le Premier ministre Erdogan a par ailleurs menacé d'escorter militairement d'éventuelles futures flottilles humanitaires pour Gaza et d'empêcher Israël d'exploiter des gisements de gaz situés en Méditerranée orientale. En réponse le ministre israélien des Affaires étrangères Avigdor Lieberman a envisagé plusieurs mesures de rétorsion.

Si ces tensions ne constituent pas une première (Ankara a déjà rappelé son ambassadeur à deux reprises, en 1956 et en 1980), elles s'inscrivent dans un contexte de dégradation croissante des rapports entre les deux Etats. « L'affaire de la flottille » et ses développements sont l'acmé de tensions antérieures au raid sur le Mavi Marmara du 31 mai 2010, dues au contexte régional plutôt qu'aux relations bilatérales. Elles trouvent leur origine dans la politique d'Israël, violemment critiquée par la nouvelle diplomatie turque. Plus autonome économiquement et diplomatiquement, poursuivant une politique du « zéro problème » avec ses voisins, Ankara n'a plus le même intérêt à une alliance stratégique avec Tel-Aviv. Son engagement en faveur des Palestiniens s'inscrit dans le cadre du redéploiement de sa politique extérieure notamment en direction du Moyen-Orient et du Maghreb et de son affirmation régionale. L'implication sur ce dossier s'explique entre autre par sa forte charge symbolique auprès des populations turques et arabes dont on sait la sensibilité à ce dossier.

Diplomatiquement isolé, Israël multiplie les appels à rétablir ses relations avec la Turquie. L'actualité internationale risque au contraire d'aggraver les dissensions. Ankara

tente de s'affirmer comme une puissance régionale incontournable. Recep Tayyip Erdoğan s'est d'ailleurs rendu successivement en Egypte, en Tunisie et en Lybie pour relancer la coopération. Le leadership sur un dossier fédérateur pour le monde musulman et l'opposition à Israël doivent contrebalancer les hésitations de la Turquie à l'égard des révoltes arabes. En outre la proposition de reconnaissance d'un Etat palestinien qui sera déposée à l'ONU le 20 septembre pousse la Turquie à présenter une image résolue, alors que la question palestinienne s'apprête à revenir sous les projecteurs de l'actualité internationale.

L'administration américaine peine à se positionner. Mal à l'aise avec l'actuel gouvernement israélien, elle tente de ménager la Turquie qui l'appuie dans la région. Elle refuse néanmoins d'apparaître comme partenaire militaire alternatif à Israël et n'a pas donné suite à la demande d'installation d'une base de drones Predator sur le sol turc. Les Etats-Unis appellent plutôt à une réconciliation des deux « puissances militaires pro-occidentales du Moyen-Orient », qui limiterait l'instabilité. Peu d'éléments abondent en ce sens mais les relations israélo-turques ne sont pas au point mort pour autant. Les relations commerciales sont maintenues dans le secteur privé et ont augmenté de 23 % en un an au premier semestre 2011. Les accords de coopération militaire seront largement vidés de leur substance mais il n'y aura pas de rupture diplomatique. ■

*Didier Billion, Directeur de recherche à l'IRIS,
et Louis-Marie Bureau, Etudiant en Master de
Sécurité, Défense et Stratégie à Sciences-Po Lille.*